

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BRIQUETERIE D'ALLONNE Berneuil en Bray

5 ANCIENNE ROUTE DE PARIS
60000 Allonne

Références : IC-R/0220/23-ED/SA
Code AIOT : 0005103011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement BRIQUETERIE D'ALLONNE Berneuil en Bray implanté LA GRIGNOLE 60390 Berneuil-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIE D'ALLONNE Berneuil en Bray
- LA GRIGNOLE 60390 Berneuil-en-Bray
- Code AIOT : 0005103011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Briqueterie d'Allonne est spécialisée, depuis un siècle environ, dans la fabrication de briques et de carreaux en terre cuite à destination de la construction et de la restauration de bâtiments ou de monuments. Les argiles de différentes qualités physico-chimiques constituent les matières

premières les plus importantes nécessaires à ces fabrications. Elles proviennent des deux carrières qu'elle exploite dans le Pays de Bray. L'une d'entre elle est située à Frocourt, tandis que l'autre est située à Berneuil en Bray. C'est cette dernière qui a fait l'objet d'une inspection et du présent rapport.

Il est à noter que l'exploitation de la carrière se fait uniquement pour les besoins de matières premières de la briqueterie et est réalisée sur une journée tous les 2 ans .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bornage,
- Accès au site,
- Prairie de fauche

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prairie de fauche	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article IV.1	/	Délai : 15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emprise des travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.10	/	Sans objet
2	Vitesse des engins	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.3	/	Sans objet
3	Limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.6	/	Sans objet
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que la prairie de fauche de 0,2 ha, délimitée sur le site, comprenait une zone cultivée et un chemin. L'exploitant s'est engagé à matérialiser une zone de 0,2 ha comprenant uniquement une prairie de fauche. L'exploitant devra mettre en place cette nouvelle délimitation et la faire figurer sur un plan sous un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emprise des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Emprise des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords supérieurs de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité de terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur. Elle est au moins égale à 10 m par rapport au périmètre autorisé. Les travaux liés à l'exploitation sont strictement contenus à l'intérieur du périmètre autorisé.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitation était bien arrêtée à une distance minimale de 10 mètres des terrains voisins. De plus, cette zone de 10 mètres non exploitable figure sur le plan de bornage du 24/04/2023
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vitesse des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vitesse des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La vitesse des engins circulant dans le chantier, sur les pistes notamment, est au plus de 20 km/h.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de circulation indiquant notamment que la vitesse est limitée à 20 km/h. Ce plan de circulation est affichée lorsque la carrière est en exploitation (1 journée tous les 2 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise. L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace, continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger. En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef, par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la zone d'exploitation est entourée d'une haie au sud, à l'est et l'ouest. La zone d'extraction, située au nord de la zone d'exploitation est elle protégée par une clôture. Des pancartes signalant le danger sont présents. Le site est fermé par un portail cadenassé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prairie de fauche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article IV.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prairie de fauche
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux préparatoires, d'exploitation et de remise en état sont conduits de façon à limiter au minimum possible les effets négatifs sur le milieu naturel. A cette fin en particulier : Une prairie de fauche de 0,2 ha est préservée au Nord du site ; elle est nettement délimitée et protégée physiquement de l'exploitation de la carrière, par exemple par un merlon ou une clôture. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une prairie de fauche au nord du site sans que celle-ci soit délimitée. L'exploitant ayant indiqué qu'il avait mis en place une délimitation physique de cette prairie par mail du 05/05/2023, une deuxième visite du site a été réalisée le 23/05/2023 pour constater cette matérialisation. Lors de cette deuxième visite, il a été constaté la mise en place effective de cette délimitation. Cependant, il a été constaté qu'un chemin est présent à l'ouest du périmètre autorisé (et même inclus, par endroit, dans le périmètre autorisé) et traverse la prairie de fauche. De plus, il a été constaté que la zone autorisée à l'est était actuellement utilisée par un agriculteur et qu'une partie de la zone de fauche à l'ouest avait été cultivée par cet agriculteur. La zone délimitée n'est donc pas une zone de 2 ha de prairie fauchée puisqu'elle contient un chemin et une zone cultivée. Cependant, la prairie de fauche étant d'une superficie bien supérieure aux 0,2 ha, il est possible que la zone délimitée soit étendue vers le sud. L'exploitant s'est engagé à faire refaire, par un géomètre, une délimitation de la prairie de fauche in situ et sur un plan qui couvrira une surface effective de 0,2 ha. Fait susceptible de suites n°1 : La zone actuellement délimitée ne contient pas une prairie fauchée de 0,2 ha. L'exploitant transmettra sous 15 jours la nouvelle délimitation de sa prairie de fauche de 0,2 ha.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article III.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant le début des travaux de mise en exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R.512-39.1 du code de l'environnement susvisé ; • un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à la DREAL- UT 60 à Beauvais. <p>De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2500ème. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il fait également apparaître nettement les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • non encore décapées ; • décapées depuis un an ; • où les extractions sont en cours ; • où les travaux de remise en état des lieux sont en cours ; • remises en état, dont celles depuis un an. <p>Une copie du plan précité, en deux exemplaires, est adressée à l'inspecteur des installations classées, au plus tard le 31 janvier de chaque année civile. Il est accompagné d'un mémoire de l'exploitant explicitant l'avancement des différents travaux au regard du plan prévisionnel figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, expliquant les raisons des éventuels retards des travaux de remise en état des lieux et, sous cette hypothèse, le calendrier des actions prévues pour les résorber. Ce mémoire mentionne en outre les productions réalisées depuis un an, celles réalisées depuis le début de l'exploitation et les réserves restant à exploiter.</p>
<p>Constats : Par mail du 04/05/2023, l'exploitant a transmis un plan de bornage et un plan de situation du 24/04/2023 conforme à l'article III.1.4 de l'arrêté ministériel du 13/01/2014. Lors de la visite terrain, la plupart des bornes n'ont pas été retrouvées. L'exploitant ayant indiqué par mail du 05/05/2023 avoir fait remettre les bornes par un géomètre, une deuxième visite a été réalisée le 23/05/2023. Lors de cette visite, il a été constaté que l'intégralité des bornes indiquées sur le plan de bornage du 24/04/2023 sont mises en place et visibles in situ.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet